

La Déclaration du Sommet des Peuples Africains

17 Février 2022

« Tout ce qui est fait pour l'Afrique sans le peuple africain n'est pas pour l'Afrique ».

Une déclaration conjointe des mouvements sociaux et des paysans, des organisations confessionnelles et des OSC prononcée lors du « [Sommet des peuples africains](#) » en vue du 6ème Sommet UE-Afrique, exigeant plus d'espace pour les OSC et des mesures pour garantir la justice foncière et l'agroécologie.

Contexte

Nous, membres d'une large alliance de mouvements sociaux et paysans^[1], d'organisations confessionnelles et de la société civile à travers l'Afrique et l'Europe^[2], observons avec appréhension la tenue du 6ème sommet UE-Afrique. Au cours des 20 dernières années de partenariat entre les deux continents, nous n'avons constaté aucune avancée qui ait permis significativement d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales africaines. En effet, ce partenariat ainsi que d'autres similaires avec d'autres régions du monde se sont révélés être des structures fantômes qui facilitent l'accaparement des terres, le pillage des ressources naturelles, l'impunité des entreprises en complicité avec les autorités nationales et internationales, avec une expansion agressive du marché au détriment de la prospérité et du bien-être des populations.

Nous constatons avec regret que les questions les plus urgentes pour l'Afrique sont à peine abordées lors des négociations. Sinon, comment expliquer que les systèmes alimentaires et l'agriculture ainsi que la réponse au Covid-19 ne figurent pas parmi les thèmes initialement proposés pour le Sommet ?

Malgré le message de partenariat égal des dirigeants de l'UE, nous observons avec inquiétude l'impact de l'héritage du colonialisme, qui se traduit aujourd'hui par une forme de néocolonialisme dirigé par les intérêts privés, et l'énorme asymétrie de pouvoir persistante dans le partenariat qui le font pencher structurellement en faveur de l'UE. Il est troublant et inquiétant que l'UE ne fasse aucun effort significatif pour faire face à ce sombre et douloureux passé. Un état d'esprit différent est pourtant nécessaire pour une relation plus transformatrice entre les deux continents. Le terrorisme et les conflits qui sévissent au Sahel et dans d'autres régions d'Afrique, ainsi que la migration forcée des jeunes Africains et Africaines qui traversent la Méditerranée sont les produits de l'extrême pauvreté, des inégalités, de l'urgence climatique et des crises économiques^[3].

Nous faisons écho aux paroles importantes de feu Mgr Desmond Tutu et disons que nous, Africains et Africaines, ne sommes pas intéressé-es à ramasser des miettes de compassion. Nous voulons et exigeons le menu complet des droits.

Vision des peuples africains

Nous rejetons les partenariats qui s'attaquent aux symptômes plutôt qu'aux besoins réels des Africains et Africaines et qui ne respectent pas leur vision d'un monde où tous et toutes peuvent jouir de leur juste part des dons de la création. Nous envisageons une culture de solidarité et de démocratisation de *l'ubuntu* où les personnes, notamment les plus pauvres, les jeunes, les femmes, et l'environnement sont au cœur des politiques économiques et sociales. Nous voulons une Afrique qui puisse définir et façonner ses relations avec les autres régions et les puissances mondiales, mais surtout qui place la dignité et le bien-être de tous les Africains et Africaines au centre de ses politiques.

Convaincus que les Africains et Africaines méritent une meilleure considération dans le partenariat, nous recommandons aux décideurs et décideuses politiques africains et européens de prendre en compte les aspects suivants :

- Garantir un espace pour les acteurs de la société civile, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des espaces de décision. Alors que certains se battent pour occuper une place à la table des négociations, d'autres choisissent de rester "en dehors". Les uns comme les autres doivent pouvoir faire entendre leur voix librement et en toute sécurité afin d'influencer les décisions.
- Soutenir les gouvernements nationaux - avec les acteurs et actrices de terrain - dans la mise en œuvre de la stratégie africaine de gouvernance foncière (LGS) qui garantira les droits fonciers des communautés y compris les femmes et les jeunes. La LGS permettra en effet de réduire les défis de la gouvernance foncière sur le continent.
- Mettre fin au financement des projets d'acquisition de terres à grande échelle et aux investissements spéculatifs notamment par les banques publiques de développement qui se traduisent par des accaparements de terres.
- Reconnaître, valoriser et soutenir l'énorme potentiel de l'agroécologie paysanne comme vecteur de sécurité et de souveraineté alimentaires, de réduction de la pauvreté et la faim, de conservation de la biodiversité et de respect des connaissances et des innovations autochtones. Cela nécessite un changement dans le type de programmes de développement qui sont actuellement financés, puisque la tendance montre clairement que cette approche transformatrice est largement ignorée par les bailleurs de fonds publics.^[4]
- Reconnaître l'agriculture familiale à petite échelle comme un modèle structurel viable pour le développement du secteur agricole en Afrique.^[5]
- Soutenir et développer le concept de systèmes alimentaires territoriaux, en décentralisant la valeur ajoutée, en stimulant l'économie rurale, tout en favorisant la gouvernance alimentaire locale.
- Participer de manière proactive aux sessions du Groupe de travail intergouvernemental de l'ONU sur les entreprises et les droits humains afin de combler le vide juridique du droit international et de tenir les grandes entreprises responsables des violations tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement. La loi de l'UE sur le devoir de vigilance ne doit pas être considérée comme une excuse pour que la région ne participe pas à ce processus international, mais plutôt comme une voie complémentaire au Traité.
- Respecter les engagements en envoyant effectivement et de toute urgence aux pays

africains les quantités de vaccin Covid-19 que l'UE a promises dans le cadre de l'initiative Covax.

- Soutenir l'initiative de l'Inde et de l'Afrique du Sud en faveur d'un moratoire sur les brevets des vaccins CVI à l'Organisation Mondiale du Commerce jusqu'à la fin de la pandémie. En outre, l'UE doit faire pression sur les fabricants de vaccins CVI pour qu'ils acceptent le transfert de leur technologie.
- Faire preuve de plus d'ambition climatique en adoptant des réductions d'émissions ambitieuses, pas de greenwashing.
- Soutenir les investissements dans une transition énergétique propre décentralisée et adaptée à l'Afrique comme le solaire.
- Assurer que les terres africaines ne soient pas vues comme des actifs en carbone destinés à compenser les émissions des principaux pollueurs – Etats et entreprises – sous couvert de potentiel crédits-carbone qui n'auront comme résultat qu'une financiarisation accrue de la nature.
- Valoriser les savoirs, savoir-faire, savoir-être et savoir devenir non pas en brevetant le vivant - nous refusons que les pays adhérents à l'UPOV (*International Union for the Protection of New Varieties of Plants*) - mais en développant des systèmes semenciers, alimentaires et thérapeutiques paysans adaptés et accessibles.
- Garantir la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains notamment ceux liés à la terre, l'eau, les ressources naturelles et dénoncer leur criminalisation.
- Soutenir et appliquer la Déclaration des Nations-Unies sur les droits des paysan-nes et des travailleur-euses en milieu rural, notamment en veillant à ce que les programmes de coopération internationale soient inclusifs, accessibles et utiles aux paysan-nes et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales; et garantir aux paysan-nes et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales le droit de définir leurs propres priorités et stratégies et d'exercer ainsi leur droit au développement.

Organisateurs



Avec l'appui d'autres acteurs de la Plate-forme « **Our Land is Our Life** »

AFRICAN PEOPLE'S SUMMIT JOINT DECLARATION

"Whatever is done for Africa, without the African people is not for Africa."

FINAL LIST OF SIGNATORIES AS OF 17 FEBRUARY 2022

AFRICA (131)

1. Action Batwa Pour Le Développement Intégral et L'Assistance Aux Vulnérables (ABDIAV), Burundi
2. Action pour la Protection Sociale en Afrique, Côte d'Ivoire
3. Action pour le Développement Durable, Mali
4. ActionAid Kenya
5. ActionAid Senegal
6. ADDAD, Benin
7. ADDAD, Burkina Faso
8. ADDAD, Côte d'Ivoire
9. ADDAD, Gambie
10. ADDAD, Ghana
11. ADDAD, Mali
12. ADDAD, République de Guinée
13. ADDAD, Senegal
14. ADDAD, Togo
15. Africa Europe Faith Justice Network, Kenya
16. Africa Europe Faith Justice Network, Nigeria
17. Afrique Europe Foi et Justice Network, Cameroon
18. Agissons Pour Sauver, Benin
19. AJUPE, République de Guinée
20. All Gambia Forest Platform
21. Alliance Citoyenne pour le Développement Durable, République de Guinée
22. Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA), Uganda
23. Alliance Nationale des Acteurs au développement en Guinée
24. AOPP, Mali
25. Arable International, Kenya
26. Association de Producteurs de Mangues et d'Ananas d'Iemberem et Cambeque, Guinée Bissau
27. Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire Urbaine
28. Association des Femmes Dynamiques de Yopougon, Côte d'Ivoire
29. Association des Jeunes Universitaires pour la Protection de l'Environnement, République de Guinée
30. Association Paysan Noir, Senegal
31. Association pour l'Intégration et le Développement Durable au Burundi, AIDB (Indigenous Forum)
32. Association pour la Défense de l'Environnement et des Consommateurs
33. Association pour la Défense des Droits des Aides Ménagères et Domestiques
34. Association pour le Développement Durable, Medenine, Tunisie
35. Association Raibani Kawral Rkiz, Mauritanie
36. Association Trait d'Union des Jeunes Guinéens, République de Guinée
37. ATTAC/ADDEA, Senegal
38. ATTAC-Togo
39. Banlieue du Monde, Mauritanie
40. Biowatch, South Africa

41. CAD, Mali
42. Capan, Cesa, Burkina Faso
43. Caritas Africa
44. Caritas Embu
45. CCPA, Senegal
46. Center for Indigenous Knowledge and Organizational Development (CIKOD), Ghana
47. Centre for Minority Rights Development, Kenya
48. CERFLA, Senegal
49. CMAT, Mali
50. Collectif des OSC Guinéennes pour la Défense Des Droits Des Communautés- République de Guinée
51. Comité de Solidarité avec les Victimes de Violations des Droits Humains, Mauritanie
52. Comité Régional de Solidarité des Femmes pour la Paix en Casamance/Usoforal, Senegal
53. Confédération Nationale Paysanne, République de Guinée
54. Conseil National de l'Agriculture Biologique, Burkina Faso
55. Coordination Maghrébine des Organisations des Droits Humains
56. CRAPH, ENDA, PRONAT, Senegal
57. East & Southern Africa Small Farmers Forum (ESAFF)
58. East African SusWatch Network
59. Ecumenical Association of Sustainable Agriculture & Rural Development, Ghana
60. Entente de Diouloulou/Ziguinchor, Senegal
61. Espace d'Intégration des Jeunes Défavorisés
62. FAPD-Senegal
63. Federacion de Comites de Solidaridad con Africa Negra- Umoya
64. Fédération des Coopératives Maraichères, Niger
65. Fédération des Paysans du Foutah Djallon, République de Guinée
66. Fédération Nationale Des Communes Pastorales, Côte d'Ivoire
67. Fédération Nationale du Secteur Agricole, Maroc
68. FEDIA-Togo
69. FENOSCI
70. Ferme Agropastorale de Mamou, République de Guinée
71. FIAN Burkina Faso
72. FIAN Uganda
73. FIAN Zambia
74. FIOPA, Côte d'Ivoire
75. Foi et Justice, Cameroun
76. Forum Social Sénégalais – Senegal
77. Friends of the Earth Mozambique
78. GAJEL, Niger
79. Green Scenery
80. Indigenous Peoples Global Forum for Sustainable Development, IPGFforSD (International Indigenous Platform)
81. Institute for Research and Promotion of Alternatives in Development (IRPAD/Afrique)-MALI-
82. Institute of the Blessed Virgin Mary (IBVM)

83. Jeunes Volontaires pour l'Environnement, Niger
84. Madee, Burkina Faso
85. Merci Guinée, République de Guinée
86. Missionaries of Mariannahill
87. Missionaries of The Sacred Heart
88. Missionary Sisters of the Most Sacred Heart of Jesus
89. Mouvement Gox Bi, Senegal
90. NACOFAG, Gambie
91. New Orientation for the Promotion of the Sustainable Development In Africa
92. NOVOX-Benin
93. NOVOX-Togo
94. OJEG-Senegal
95. ONG Ocjud-Côte d'Ivoire
96. ONG Optimiste, Côte D'Ivoire
97. OPV, Côte d'Ivoire
98. Organisation des Jeunesses Panafricanistes-OJP, Senegal
99. Panafricaine pour l'Education au Développement Durable, Senegal
100. Partnership for Rural Women Development, Nigeria
101. Peace and Development Foundation, Uganda
102. PELUM Zambia
103. Peoples' Coalition for Food Sovereignty, Africa
104. Proddes Network
105. Radio Pacis
106. Regional Episcopal Conference of West Africa (RECOWA)
107. Réseau Africain pour le Droit à l'Alimentation, Senegal
108. Réseau des Journalistes pour L'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement, Niger
109. Réseau d'Informatique et d'Appui aux ONG en République Démocratique Du Congo (RIAO-RDC)
110. Réseau Maghrébin d'Associations de Développement Local en Milieu Rural
111. S/Coop Gipa/An, Senegal
112. Sierra Leone Network on the Right to Food
113. Society of African Earth Scientists
114. Society of The Holy Child Jesus
115. Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN)
Symposium of Episcopal Conferences of Africa and Madagascar (SECAM)
116. Synergie Paysanne, Benin
117. Tanzania Organisation for Agricultural Development (TOFAD)
118. Trust for Community Outreach and Education (TCOE)
119. UACDDDD/NOVOX, Mali
120. UFSSIN, Côte d'Ivoire
121. Uganda Coalition for Sustainable Development
122. Ursuline Sisters
123. WASSA, Mali
124. WILDAF, Benin
125. WILDAF, Mali
126. Women and Equal Opportunities Desk, Moroto, Uganda

127. Women's Economy and Gender Support (WEGS)
128. Wonsminka Logouale-Côte d'Ivoire
129. YETIHO-Côte d'Ivoire, Organisation Ivoirienne Pour La Paix, Côte d'Ivoire
130. Zambia Social Forum (ZAMSOF)
131. 8 Fm Radio Wa, Lira Uganda

OUTSIDE AFRICA (23)

1. Action Center for Rural Development, Switzerland
2. ActionAid International
3. Africa Europe Faith Justice Network, Spain
4. Africa Faith and Justice Network, USA
5. Attac-France
6. Broederlijk Delen, Belgium
7. Brot für die Welt, Germany
8. CCFD-Terre Solidaire, France
9. Center for Rural Studies and International Agriculture, Spain
10. Confédération Paysanne-France
11. Coordination Européenne Via Campesina (ECVC)
12. DKA, Austria
13. European Christian Organisations in Relief and Development (EUCORD)
14. Fastenaktion, Switzerland
15. FEC - Fundação Fé e Cooperação, Portugal
16. Federazione Organismi Cristiani Servizio Internazionale Volontario (FOCSIV), Italy
17. FIAN, Austria
18. FIAN, Belgium
19. Friends of the Earth International
20. International Cooperation for Development and Solidarity (CIDSE)
21. Peoples' Coalition for Food Sovereignty, Europe
22. SOS Faim, Belgium
23. Welthaus Diözese Graz-Seckau, Austria

[1] Les paysan-nes comprennent toute personne qui mène ou qui cherche à mener, seul ou en association avec d'autres ou au sein d'une communauté, une activité de production agricole à petite échelle de subsistance et/ou destinée au marché, qui s'appuie largement, mais pas nécessairement exclusivement, sur la main-d'oeuvre de la famille ou du ménage et d'autres formes non monétaires d'organisation du travail, et qui

a un lien particulier de dépendance et de rattachement à la terre - telle que définie à l'article 1, paragraphe 2, de la Déclaration des Nations Unies. sur les droits des paysans et des travailleurs ruraux (UNDROP)

[2] Déclaration de la Société Civile africaine: <http://aefjn.org/en/our-land-is-our-life-declaration/>

[3] Déclaration de la Société Civile africaine: <http://aefjn.org/en/our-land-is-our-life-declaration/>



[4] <https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2020/09/CIDSE-Agroecology-and-Finance-Briefing-Sept-2020-1.pdf>

[5] Neudert & L.Voget-Kleschin, What are the effects of Large-Scale Land Aquisitionsin Africa on Selected Economicand Social Indicators. MISEREOR